INTERNATIONAL • PROCHE-ORIENT

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, amorce d'un tournant géopolitique majeur

Riyad et Téhéran ont annoncé à Pékin leur décision de rétablir leurs relations diplomatiques, rompues en 2016.

Par Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky, Louis Imbert (Jérusalem, correspondant) et Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante)

Publié le 11 mars 2023, modifié le 11 mars 2023 à 13h01 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Pendant sept ans, la rupture entre l'Arabie saoudite et l'Iran a placé le Moyen-Orient au bord du gouffre. Les acteurs de la région s'accrochaient à l'espoir ténu de voir les deux puissances ennemies reprendre langue pour éviter une déflagration et solder la série de crises et de conflits alimentés par leur rivalité. A la surprise de tous, c'est depuis Pékin que Riyad et Téhéran ont annoncé, vendredi 10 mars, le rétablissement de leurs relations diplomatiques, actant par là même l'ascension de la Chine en tant qu'acteur stratégique dans la région, sur fond de désengagement américain.

Lire aussi : Pékin, nouvel acteur politique au Moyen-Orient

Cette détente, obtenue après plus de deux ans de pourparlers secrets en Irak puis à Oman, pourrait constituer l'amorce d'un tournant géopolitique. L'accord, qui devrait être finalisé lors d'une prochaine rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, prévoit que Riyad et Téhéran rouvrent leurs ambassades dans un délai de deux mois et qu'ils réactivent les accords sécuritaire et économique qui les lient. Les deux puissances se sont également engagées à ne pas interférer dans leurs affaires internes.

« Le retour à des relations normales entre Téhéran et Riyad offre de grandes possibilités aux deux pays, à la région et au monde musulman », a assuré sur Twitter le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir Abdollahian, ajoutant que son ministère allait *« lancer d'autres initiatives régionales »*, renforçant ainsi les spéculations sur de possibles avancées sur d'autres dossiers régionaux, dont le Liban et la Syrie.

Le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Shamkhani, présent à Pékin, a salué pour sa part *« la fin des malentendus »* et s'est dit confiant que l'accord contribue *« à améliorer la stabilité et la sécurité régionales »*. Son homologue saoudien, le conseiller à la sécurité nationale Musaid Al-Aiban, a dit *« espérer continuer un dialogue constructif avec l'Iran »*, fondé sur les *« principes du bon voisinage »*.

Rivalité persistante

Cosignataire de l'accord, le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, a souligné la *« sagesse »* et la *« sincérité »* des deux pays. La réaction de Washington, éclipsé au profit de la Chine, est plus ambivalente. L'administration américaine a soutenu les pourparlers engagés entre l'Arabie saoudite et l'Iran, sans y être associée. *« Il reste à voir si l'Iran remplira ses obligations liées à l'accord. Ce n'est pas un régime habitué à tenir sa parole »*, a toutefois commenté la Maison Blanche.

Lire aussi : La Chine publie deux documents qui détaillent sa stratégie antiaméricaine

« C'est un pas de plus des Saoudiens loin des Américains, au moment où ils négociaient avec eux des garanties de sécurité. Cela les prive d'un levier sur l'Iran », estime Joseph Bahout, directeur de l'Institut Issam-Fares à l'Université américaine de Beyrouth. Bête noire de Téhéran, les Etats-Unis voient leur rôle de garant de la sécurité régionale remis en cause par Riyad, qui doute de leur capacité et de leur volonté à contenir l'expansion de l'Iran.

Testez votre culture générale avec la rédaction du « Monde » **Découvrir**

La détente amorcée par les deux puissances ennemies ne met toutefois pas fin à leur rivalité. *« Pour le moment, il ne faut pas s'attendre à ce que cette entente entre l'Iran et l'Arabie saoudite mène à une véritable réconciliation*, estime l'analyste Thomas Juneau, rattaché au Sanaa Centre for Strategic Studies. *Il s'agit plutôt d'un accord pour mieux gérer les tensions bilatérales, qui demeurent importantes. »* Depuis la révolution islamique de 1979, les deux puissances se disputent la suprématie régionale, chacune se posant en défenseur des deux grands courants de l'islam, le sunnisme pour Riyad et le chiisme pour Téhéran. L'expansion iranienne dans la région a aiguisé leur compétition sur de nombreux dossiers, du Liban au Yémen, en passant par la Syrie et l'Irak.

Le Yémen, une priorité

Le divorce a été consommé en 2016 lorsque l'Arabie saoudite a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran, à la suite de l'attaque de son ambassade à Téhéran par des manifestants iraniens qui protestaient contre l'exécution par Riyad du religieux chiite Nimr Al-Nimr. Les Emirats arabes unis, le Koweït et Bahreïn lui ont emboîté le pas. L'antagonisme entre les deux camps avait été exacerbé par l'entrée en guerre du royaume contre les rebelles houthistes au Yémen en 2015, décidé par Mohammed Ben Salman, l'actuel prince héritier saoudien, qui était alors ministre de la défense. L'Iran a maintenu son grand rival sous pression à travers l'influence qu'il exerce sur le mouvement houthiste. Celui-ci a enchaîné les tirs de roquettes sur le territoire saoudien, tandis que les attaques contre des pétroliers dans le détroit d'Ormuz se multipliaient.

Lire aussi : Al-Nimr, l'exécution qui cristallise la colère entre l'Iran et l'Arabie saoudite

L'attaque de septembre 2019 contre deux des sites pétroliers les plus stratégiques d'Arabie saoudite, par des drones et des missiles, tirés selon les Etats-Unis depuis le territoire iranien, a constitué un tournant. Restée sans réponse des Américains, cette attaque a mis en lumière la vulnérabilité saoudienne et nourri la conviction à Riyad qu'une guerre contre l'Iran serait dévastatrice.

C'est à Bagdad, en avril 2021, que des pourparlers ont commencé. Après cinq rounds de négociations, et deux conférences internationales, tenues dans la capitale irakienne et à Amman, ces discussions ont été suspendues en décembre 2022. Le régime iranien a accusé Riyad d'utiliser ses chaînes satellites pour soutenir les manifestations qui ont embrasé le pays trois mois plus tôt. Les négociations pour rétablir l'accord sur le nucléaire iranien ont également été stoppées face à la répression de la contestation.

Mais la guerre au Yémen, un bourbier pour l'Arabie saoudite, a poussé en faveur d'un rapprochement. La priorité absolue de l'Arabie saoudite est de *« trouver un moyen d'avoir un cessez-le-feu permanent au Yémen »*, a déclaré jeudi à Moscou le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Faisal Bin Farhan. Les pourparlers entre Saoudiens et houthistes ont repris à partir de l'été 2022 sous l'égide du sultanat d'Oman, qui entretient des liens avec Téhéran et les rebelles yéménites. Les contacts se sont accélérés au début de l'année.

Compte tenu de l'intérêt de la République islamique, déstabilisée par un soulèvement interne, pour une désescalade régionale, ce ballet diplomatique pourrait déboucher sur une trêve plus pérenne au Yémen. Malgré la non-reconduction en octobre de la trêve décrétée en avril 2022 sous l'égide des Nations unies, les houthistes se sont abstenus de toute attaque contre leur voisin du nord.

Lire aussi (2022) : Au Yémen, une trêve ravive l'espoir de paix

« Téhéran a probablement dû s'engager à faire pression sur ses alliés au Yémen pour qu'ils soient plus disposés à mettre fin au conflit dans ce pays », estime Hussein Ibish, chercheur à l'Arab Gulf States Institute, à Washington. *« L'Iran n'acceptera pas de cesser son soutien aux houthistes. Téhéran n'abandonnera pas cette importante carte dans son jeu »*, nuance Thomas Juneau.

Moment crucial pour l'Iran

L'accord Téhéran-Riyad survient à un moment crucial pour la République islamique. Après avoir fait face à un soulèvement d'une ampleur inédite, Téhéran est confronté à une chute historique de sa monnaie face aux devises étrangères. Des voix s'élèvent, même parmi certains soutiens de l'Iran, pour dénoncer le président ultraconservateur, Ebrahim Raïssi, qualifié d'incompétent par un nombre croissant d'Iraniens. Sur la scène internationale, la République islamique est de plus en plus isolée du fait de ses violations répétées de l'accord sur son programme nucléaire.

Lire aussi : Le président iranien, Ebrahim Raïssi, en Chine pour renforcer l'axe antioccidental

L'absence d'avancées sur ce dossier semble avoir convaincu Riyad, engagé dans une offensive diplomatique tous azimuts au Moyen-Orient, à manœuvrer pour s'assurer que Téhéran ne dépasse pas certaines lignes rouges. Les tractations avec l'Iran ont été menées parallèlement à une campagne d'endiguement et de dissuasion, conduite de concert avec les Etats-Unis et Israël. *« L'engagement des Arabes du Golfe dans cette double politique reflète leur conviction que ni l'endiguement et la dissuasion, ni les efforts diplomatiques de rapprochement ne suffisent à eux seuls à gérer les relations avec les Iraniens »*, analyse Hussein Ibish.

Lire aussi : L'avancée inexorable du programme nucléaire iranien embarrasse les Occidentaux

L'accord saoudo-iranien constitue un accroc dans la stratégie d'isolement de l'Iran du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Un haut responsable israélien a confié à la presse que cet accord ne devrait toutefois pas entraver les efforts de normalisation en cours entre Israël et l'Arabie saoudite ni un rapprochement entre Israël et l'Occident sur la question iranienne. M. Nétanyahou constate que les Occidentaux ont cessé de prétendre négocier sérieusement, sur le fond, avec les Iraniens. Le premier ministre israélien voit la position des Occidentaux se rapprocher de la sienne, à savoir le renforcement des sanctions et la mise en place d'une dissuasion militaire crédible.

Ghazal Golshiri, **Madjid Zerrouky**, **Louis Imbert** (Jérusalem, correspondant) et **Hélène Sallon** (Beyrouth, correspondante)